

Le développement du capitalisme dans sa phase de déclin

(Thèses sur l'impérialisme) [1]

I.

La contradiction entre le niveau du développement des forces productives et le caractère des rapports de production (de la production sociale vis-à-vis de l'appropriation privée) de même que la contradiction entre la constitution dans une forme nationale-étatique du développement capitaliste et le caractère international du développement productif (création d'un marché mondial et division internationale du travail) ne pouvait et ne peut être résolue dans le cadre du capitalisme.

Les premiers pays capitalistes utilisaient leurs conquêtes coloniales comme catalyseur pour leur propre développement, en brisant ou bloquant toutefois le développement capitaliste naissant de leurs colonies. La division du monde qui, en substance, fut achevée aux alentours de 1900, aiguës les contradictions inter-impérialistes et conduisit à la Première Guerre Mondiale. Les résultats de celle-ci, c'est à dire la nouvelle prépondérance des Etats-Unis (spécialement en Amérique Latine, dans la région du Pacifique et en Europe), la révolution russe à l'Est et les révolutions (manquées) en Europe Centrale, l'affaiblissement de l'Allemagne et le maintien des autres empires coloniaux reproduisirent des contradictions inter-impérialistes et développèrent de nouveau le potentiel destructeur de l'impérialisme. Le résultat fut la Deuxième Guerre Mondiale.

II.

L'épuisement de l'Europe pendant la Première Guerre Mondiale, le rétrécissement du marché mondial suite à la révolution d'Octobre et la concurrence trop puissante de l'impérialisme américain firent tomber les impérialismes européens dans une phase de stagnation qui allait de pair avec des contradictions de société qui devenaient de plus en plus explosives. La faillite des directions du SPD (le parti social-démocrate allemand) et du KPD (le parti communiste allemand), à la suite de la révolution manquée de 1918-1923 en Allemagne, ouvrit le chemin à la victoire du fascisme. La bourgeoisie allemande, en s'appuyant sur l'écrasement de son ennemi intérieur, la classe ouvrière, pouvait prendre un nouvel élan pour tenter de résoudre ses problèmes par une politique agressive d'expansion.

La Deuxième Guerre Mondiale fit échouer la deuxième tentative en Europe de l'impérialisme allemand de se soumettre le Vieux Continent par les armes et le réorganiser dans ses propres intérêts. En premier lieu, dans son intention d'écraser rapidement l'URSS pour pouvoir vaincre l'impérialisme anglo-saxon en s'appuyant sur les ressources de l'URSS, l'impérialisme allemand s'est épuisé. Dans la guerre que menait le Japon, celui-ci échouait sur 3 fronts dans la région asiatique-pacifique (la Chine, les Etats-Unis et l'Indochine). C'est dans cette région que l'impérialisme japonais voulait devenir le seul pouvoir asiatique, aux dépens des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France et des Pays-Bas.

III.

La Deuxième Guerre Mondiale, qui, en fin de compte, fut menée en tant que guerre de classe contre l'Etat ouvrier qu'était l'Union Soviétique, s'est terminée avec un affaiblissement énorme de l'impérialisme en sa totalité : désorganisation des Etats capitalistes en Europe de l'Est et du Sud, affaiblissement de la France, des Pays-Bas et de l'Angleterre, désorganisation de la Chine et des autres pays du Sud-est asiatique et la mise hors d'état de l'Allemagne et du Japon en tant que facteur indépendant sur l'arène de la politique mondiale. L'URSS s'élevait au rang de puissance mondiale en dépit des destructions qu'avait subies sa partie européenne. Les différents partis communistes étaient obligés de poursuivre la politique de co-existence pacifique et aidaient le capitalisme à se stabiliser (avec un succès certain, d'ailleurs, dans les cas de la Grèce, la France et l'Italie). Sans aucun doute, le nouveau pouvoir de l'URSS se trouvait face à un pouvoir écrasant de l'impérialisme américain. Néanmoins, ce dernier n'était pas en

mesure, en dépit de l'aide énorme que lui portaient les partis stalinien, d'éviter l'écroulement du capitalisme en Chine, en Corée du Nord et en Europe de l'Est et, par conséquent, le rétrécissement géographique du marché mondial.

Néanmoins, la Deuxième Guerre Mondiale avait créé les conditions préalables pour une nouvelle période de croissance de l'économie mondiale impérialiste. Les destructions gigantesques de la Deuxième Guerre Mondiale avaient eu une fonction « d'apurement » que même la crise économique mondiale de 1929-1933 n'avait qu'insuffisamment possédée. Enfin, une telle quantité de capital suraccumulé avait été détruite et le mouvement ouvrier tellement affaibli que le capitalisme pouvait de nouveau investir pour pouvoir obtenir des profits. L'épuisement de tous les concurrents de l'impérialisme américain (y compris les Alliés) lui a permis d'exporter ces masses énormes de capitaux, accumulées pendant la guerre et qu'il ne pouvait placer de manière profitable aux Etats-Unis même. Il le fit sous la forme du Plan Marshall (aussi appelé Programme européen de redressement).

À cela s'ajoutait une expansion permanente de l'armement à travers des nouvelles guerres (la Corée, le Vietnam). La faiblesse extrême des concurrents de l'impérialisme américain conduisit à l'acceptation de cette aide au moyen de capitaux (c'est à dire au Plan Marshall). Sans celle-ci, ils auraient été menacés d'écroulement. L'affaiblissement de ses concurrents de l'Europe occidentale a aussi permis à l'impérialisme américain d'imposer sa politique de commerce libre sous la forme de « décolonisation ». En partie, les concurrents affaiblis n'étaient pas en mesure de retenir leurs colonies par les moyens militaires et, en partie, les Etats-Unis imposèrent des solutions modernes néocoloniales pour éviter une transcendance en révolutions socialistes des mouvements anti-coloniaux. Il s'ensuivit que les changements dans les rapports de force inter-impérialistes d'après guerre ont eu lieu pacifiquement. Aux yeux des vieux pouvoirs coloniaux, les Etats-Unis apparaissaient comme les sauveurs et non comme un adversaire super-puissant. Les contradictions de classe avec l'URSS et les Etats du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, plus connu sous l'acronyme anglais COMECON) assombrissaient et aggravaient toutes les contradictions inter-impérialistes.

IV.

L'affaiblissement du système impérialiste dans sa totalité aiguësait en même temps l'antagonisme avec l'Union Soviétique. L'antagonisme aggravé entre l'Est et l'Ouest et la crainte que l'Europe occidentale pût devenir la scène de révolutions socialistes obligèrent les Etats-Unis à réanimer les vieux pouvoirs impérialistes, à les stabiliser et à leur permettre non seulement une marge économique mais même d'en ouvrir une. En conséquence, l'impérialisme américain favorisait la création de la Communauté européenne en créant un marché commun et, en tant que moyen de stabilisation de la société, même la mise sur pied d'un marché agricole protégé par des tarifs douaniers élevés. Ce marché intérieur devait être capable de se développer, d'absorber des marchandises et permettre l'utilisation à une échelle de plus en plus grande et de plus en plus large de nouvelles technologies. Ceci, combiné avec l'économie d'armement permanent, permit une expansion de l'économie impérialiste. Grâce à cela, le niveau de vie de la classe ouvrière put s'élever et la base pour une trêve politique avec le mouvement ouvrier des pays impérialistes put être posée (par exemple, en France et en Italie avec le soutien des sociaux-démocrates et des stalinien).

La Communauté européenne créa les conditions, non seulement pour la stabilisation des sociétés nationales capitalistes d'Europe, mais aussi pour le relèvement de l'impérialisme allemand, qui ainsi a pu devenir, de façon pacifique, la puissance économique dirigeante de Vieux Continent. Simultanément cela signifiait qu'un nouveau conflit d'intérêts entre une Europe qui fait avancer le processus de son unification et les Etats-Unis devenait inévitable à la longue. Au stade actuel, nous ne pouvons pas déterminer ni quand ni quelle forme prendra ce conflit, ni comment il se déroulera.

V.

Les succès de l'expansion économique savaient cette même croissance. Déjà, vers la fin des années soixante, l'hégémonie absolue de l'impérialisme américain sur le terrain économique, politique et militaire fut transformée en une hégémonie relative par la montée économique du Japon et l'Europe (la production industrielle et les échanges extérieurs prenaient leur essor vis-à-vis de l'impérialisme américain). Les marchés saturés et une surproduction latente aiguësait la concurrence entre les différents impérialismes et freinaient la croissance économique. Ils pesaient sur le taux de profit et obligeaient les bourgeoisies impérialistes, à partir des années quatre-vingt-dix, à limiter les concessions

matérielles, une politique qui fut menée aussi sous l'aspect de la concurrence entre systèmes (c'est à dire avec les Etats ouvriers bureaucratiques). Ainsi commençait une nouvelle étape dans la crise générale du capitalisme.

Finalement, depuis le début des années quatre-vingts, tous les bourgeoisies impérialistes s'empressaient de participer dans une compétition dont le but était de rétablir le plus vite possible les meilleures conditions pour l'accroissement des capitaux et de démonter de plus en plus massivement les conquêtes que la classe ouvrière avaient su gagner jusque- là.

La transition vers cette nouvelle phase de stagnation de l'économie impérialiste mondiale a correspondu, au niveau politique, à la rupture avec les recettes économiques keynésiennes. Tout à coup, l'emprunt de nouveaux crédits pour des programmes d'investissements publics était considéré comme étant contre-productif et comme étant une entrave à l'investissement privé car ils rendaient les emprunts privés plus difficiles. Une politique économique qui permettait de rapidement maximaliser les profits fut encouragée dans le but d'encourager la création de propres capitaux pour des nouveaux investissements. Dans ce but, les Etats devaient, entre autres, se retirer de l'économie, arrêter la prévoyance sociale étatique au profit de privatisations d'une grande étendue et d'ouvrir de cette manière de nouvelles sphères pour des crédits. Tout cela au nom d'un radicalisme nouveau et agressif sur le marché : le néolibéralisme.

Pris dans sa totalité, la concentration des capitaux s'est clairement renforcée si on la compare avec la période qui allait de 1945 à 1975. La phase de stagnation qui s'est dégagée depuis lors, se développait néanmoins sur une base industrielle qui s'était visiblement élargie. Cela provoquait une accélération toujours plus rapide du rythme de l'accumulation du capital que pendant la période de la première moitié du vingtième siècle. Toutefois, ce rythme était insuffisant pour triompher des tendances de crise du système impérialiste.

VI.

La politique du néolibéralisme, qui au début, fut menée sous le mot-vedette « reagonomics », c'est à dire la réponse capitaliste à la banqueroute officielle du keynésianisme dans les années soixante-dix, ne marquait pas une nouvelle « époque de globalisation ».

L'approfondissement et la continuation de la division de travail à l'échelle mondiale et la création de nouvelles sphères d'investissement pour le capital qui s'en suivit, sont caractéristiques de la période impérialiste toute entière. Essentiellement, les développements au niveau de la « production externalisée » sont la seule chose nouvelle. Elles se manifestent sous la forme d'une séparation de certaines parties de la production qui sont liées avec l'affinement de la division du travail, du perfectionnement de la logistique et la croissance considérable de la pression concurrentielle à l'intérieur même de la classe ouvrière (à travers les délocalisations). Elles se manifestent aussi par l'augmentation énorme de la concentration des capitaux, qui est encouragée par la nouvelle surproduction du capital, inconnue à cette échelle jusqu'à aujourd'hui. Ce qui est aussi nouveau, c'est le manque d'investissements industriels profitables et, ce qui y est lié, la montée de la spéculation ainsi que la concentration des capitaux, voire la monopolisation. Le capital spéculatif et les gains de la spéculation obtiennent, en relation avec les capitaux, une nouvelle importance qualitative accrue qui, en plus, menace la stabilité monétaire et, en conséquence, la stabilité du marché mondial (les aspects essentiels de cette étape de l'économie mondiale furent déjà analysé par Ernest Mandel dans les années soixante-dix dans son livre *Le Troisième âge du capitalisme*).

Pourtant, la monopolisation n'a pas conduit à ce que les grands monopoles devinssent des entreprises « sans patrie ». Il y a ni des monopoles qui se seraient complètement détachés ou seraient devenu indépendants des États nationaux, le soi-disant « capital transnational », et il n'y a pas non plus un super-impérialisme dominé par les Etats-Unis. L'impérialisme américain n'exerce pas une hégémonie absolue qui couvrirait la planète entière. Il n'est même pas capable, sur le fond de la perte de son hégémonie économique absolue, d'être à la hauteur de sa propre doctrine militaire. L'introduction de nouvelles technologies n'a pas ouvert une nouvelle époque dorée pour le capitalisme. Elle n'a produit qu'une nouvelle répartition de la richesse à l'intérieur même de la bourgeoisie mondiale et n'a créé que de crises énormes des structures. Les conflits inter-impérialistes autour de la guerre en Irak de 2003 ont, à nouveau, démontré l'erreur du concept du « capitalisme transnational », concept défendu en autres par le Parti Communiste cubain et le DKP (le Parti Communiste allemand).

Les premières victimes de cette politique furent les pays du Tiers Monde. Après être tombés, au cours des années soixante-dix, dans le piège des dettes tendu par l'impérialisme, au cours des années quatre-vingts, ces pays ont été obligés par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, au moyen de plans d'ajustement structurel, d'ouvrir leurs marchés et d'abolir leur protection (les tarifs douaniers qui protègent le marché intérieur). De cette manière, ils furent obligés de pratiquer une politique de désindustrialisation et de brader leurs infrastructures et leurs ressources. Le transfert des richesses vers les métropoles ne suffisait pas, et de loin, pour donner une nouvelle dynamique de croissance à l'économie impérialiste. Par contre, il a provoqué dans le Tiers Monde, depuis les années quatre-vingts, une paupérisation massive de grosses parties de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et des couches moyennes. Depuis lors, il existe dans ces pays une situation de crise qui exclut toute stabilité pour une période de longue durée.

VII.

La notion de globalisation est, de tous les points de vue, erronée. Tout au plus, on pourra parler d'un reflet idéologique de la transition d'une reproduction élargie extensivement du marché mondial vers une reproduction élargie intensivement. En effet, cette notion, de façon erronée, veut suggérer que la division du travail au niveau mondial, l'exploitation et la dévastation du Tiers Monde ainsi que les phénomènes qui y sont associés, sont quelque chose de complètement nouveau au niveau historique. Cette même notion suggère que tout cela puisse être façonné de manière juste et sociale au moyen de réformes. À ce qu'il paraît, le capitalisme dans les métropoles impérialistes pourrait agir avec plus de justice et pourrait être soustrait de la logique de la concurrence sans bornes, si seulement les autorités le voulaient ! Cette notion, qui est sans bases historiques, et l'idéologie réformiste qu'y est attachée, sépare la société de classe au niveau international et les forces motrices du capitalisme, c'est à dire ses contradictions inhérentes, de la réalité. Cela se réduit à une tentative vaine de vouloir prêcher une morale égalitaire au capitalisme.

VIII. Digression sur l'économie des Etats ouvriers au sein du COMECON, leur ascension et leur implosion.

Selon la conception de Lénine et de l'Internationale Communiste, en suivant les idées que Marx avait déjà avancées à ce sujet, la révolution russe ne pouvait être que la première étape de la révolution mondiale. Hélas, après la Première Guerre Mondiale, la révolution a échoué en Allemagne et en Hongrie. L'économie russe qui était relativement attardée devait ainsi subir les effets d'un isolement profond par rapport à la division internationale du travail. À cela s'ajoutait la désorganisation et le déclin qui furent la conséquence de la guerre, de la guerre civile qui s'en suivit et de la guerre contre les armées d'intervention de l'impérialisme.

La nationalisation de l'industrie et du commerce, le monopole du commerce extérieur de l'Etat ouvrier et l'introduction de la planification étatique ont permis d'éviter, après 1917, l'écroulement de la révolution. Les conditions extrêmement difficiles du début de la construction du socialisme et l'épuisement de la classe ouvrière, conditionné par les circonstances mentionnées ci-dessus, ont favorisé la bureaucratisation de l'Etat ouvrier. Finalement, ces conditions ont frayé le chemin pour la bureaucratisation du Parti Communiste de l'Union Soviétique, c'est à dire l'élévation du pouvoir bureaucratique au-dessus de la classe ouvrière. Elles ont ainsi conduit à l'élimination de cette dernière comme facteur politique indépendant au sein de l'Etat ouvrier. La notion du stalinisme désigne cette bureaucratisation et la politique menée dans l'intérêt de cette bureaucratie.

Bien que la bureaucratie du parti et de l'Etat consommait de façon non-productive une part considérable du surplus social et qu'elle étranglait la motivation et la créativité de la classe ouvrière, pourtant le plus important stimulant économique, l'histoire de la Russie post-révolutionnaire a prouvé que la mise en place même des premiers éléments d'une économie socialiste rendaient déjà possible des énormes réalisations dans la construction de cette économie. Celles-ci, dans le cadre de l'économie mondiale capitaliste, n'auraient pas été possibles. Dans un laps de temps très court et dans des conditions extrêmement difficiles, l'économie soviétique réussissait à réaliser un mouvement de rattrapage. Grâce à ce développement et à l'élan qui existait encore à ce moment parmi les masses qui, à l'époque, étaient encore liées à la révolution, l'URSS a réussi à résister, en 1939 (début de la guerre en Europe), à la force militaire la plus puissante en Europe (celle de l'Allemagne nazie). Cela en dépit de l'incompétence économique et militaire de la part de la bureaucratie menée par Staline, et en dépit de la destruction de

l'industrie dans la partie européenne de l'URSS.

Les réalisations, fantastiquement rapides, de la reconstruction en URSS après la Deuxième Guerre Mondiale, ainsi que ceux réalisées dans les autres Etats de l'Europe de l'Est qui furent aussi ravagés par la guerre, ont, une fois de plus, prouvé en principe la supériorité de l'économie planifiée par rapport au capitalisme. Elles furent réalisées en dépit de l'étranglement bureaucratique des initiatives prises par les masses prolétariennes et bien qu'une socialisation réelle de l'économie n'ait pas eu lieu. L'exclusion permanente de classe ouvrière de toutes les décisions importantes qui concernaient la politique économique dans son ensemble ainsi qu'au niveau des entreprises individuelles par la bureaucratie freinait de plus en plus le développement continu des forces productives. L'étatisation de secteurs de l'économie qui n'étaient pas encore mûrs pour une socialisation, allait dans le même sens. De manière générale, la bureaucratie a révélé son incapacité à gérer la juxtaposition de différentes formes de propriété au sein de l'Etat ouvrier. En découlait l'incompréhension (de la part de bureaucratie) de la nécessité pour l'Etat ouvrier d'admettre l'existence juxtaposée de différentes formes de propriété. »

L'application de technologies modernes exige la participation active des producteurs à la prise de décisions économiques, cela aussi bien au niveau de la prise d'initiatives qu'à la créativité qui est appliquée aux détails. Au lieu de cela, dominait une irresponsabilité généralisée, qui était la corrélation de la mainmise bureaucratique exclusive des sommets de la hiérarchie et une hostilité vis-à-vis de l'intelligentsia, affichée de manière escamotée à travers le Proletkult. Ainsi, le centralisme bureaucratique-hiérarchique de l'administration de l'économie devenait un obstacle à l'économie qui est basée sur une division développée du travail, et qui est par sa nature même collectiviste. Cette économie collectiviste exige non seulement une coopération horizontale mais aussi des amples informations au lieu d'un savoir monopolisé par les autorités. À cela s'ajoutait un cloisonnement réciproque des différentes économies nationales des pays membres du Comecon. Ceci était totalement incompatible avec le vrai socialisme, et historiquement parlant, constituait un pas en arrière, même en comparaison avec le capitalisme.

Pour cette raison le stalinisme, considéré ici au sens strict comme la domination de la bureaucratie dans les Etats ouvriers, devenait de plus en plus un frein au développement des forces productives ainsi que pour les rapports de production au sein des Etats ouvriers. Que l'on nous permette ici de faire une petite mise au point : le culte de la personnalité et les crimes énormes commis par la bureaucratie stalinienne furent la condition historique nécessaire pour son usurpation du pouvoir et pour s'y maintenir. Néanmoins, ces crimes ne constituaient pas une caractéristique permanente pour assurer le maintien de la domination de la bureaucratie.

Les tentatives désespérées de réformes de la part des économistes staliniens étaient tous, sans exceptions, voué à l'échec. La stagnation de l'économie des pays dominés par la bureaucratie, résultat de la décentralisation partielle de la prise de décision au niveau des entreprises et de l'introduction d'éléments de l'économie du marché, n'était pas en mesure de résoudre le problème que posait l'exclusion totale de la grande masse des travailleurs de la prise de décisions au niveau économique. La classe ouvrière se lassait de la tutelle bureaucratique et, confrontée à un bureaucratisme sans cervelle, perdit confiance dans la perspective du socialisme.

Sous la pression extérieure de la course aux armements de la part de l'OTAN d'un côté et sous la pression interne d'une classe ouvrière mécontente de l'autre, les staliniens furent outrepassés par les rapports sociaux. Poussées par un développement social qu'elles ne pouvaient comprendre totalement (même aujourd'hui), les directions staliniennes démoralisées et désorientées des pays appartenant au COMECON, le plus souvent, décidèrent, soit elles-mêmes, soit dans un bloc avec des oppositionnels, de restaurer le capitalisme. Face aux mêmes développements, d'autres furent paralysés et restèrent incapables d'agir. Confrontée avec des plans de réformes avortés et aveuglé par l'expansion de l'économie impérialiste (qui est en train d'arriver à sa fin), la plus grande partie des bureaucrates staliniens et des membres des partis staliniens avaient aussi perdu leur lien subjectif avec les Etats ouvriers.

IX.

L'implosion de l'URSS et des pays du COMECON ainsi que l'élargissement géographique du marché mondial qui en découle n'ont pas eu conduit à des impulsions durables pour la revivification de l'économie impérialiste mondiale. Au lieu de cela, les pays qui avaient fait partie de l'ancienne Union

Soviétique devinrent un refuge pour l'instabilité du capitalisme international. Plus pauvres étaient les pays provenus de l'ex-URSS, plus grandes sont leurs tensions sociales et plus fréquemment l'impérialisme doit s'arranger là-bas avec des régimes autoritaires et des dictatures politiques. Les espoirs d'une restauration du capitalisme en Chine de la part du capital financier international et de la création de terrains pour investir qui en découlent, sont déjà en train de devenir un cauchemar pour l'impérialisme américain. Celui-ci craint déjà pour sa capacité de pouvoir concurrencer les autres impérialismes. Il se voit déjà contraint d'augmenter ses efforts, à travers son contrôle des ressources d'énergie planétaire, pour rationner la Chine. Un marché chinois en expansion ne pourra pas surmonter la tendance à la stagnation de l'impérialisme. Pour cette raison, chaque bourgeoisie impérialiste est poussée à intensifier la lutte de classe dans son propre pays par en haut. Simultanément, l'impérialisme américain essaye d'exporter la lutte de classe qui se déroule dans son propre pays en utilisant une politique, y compris vis-à-vis ses concurrents, qui ne possède clairement aucune retenue.

X.

L'aggravation des contradictions inter-impérialistes, la lutte pour des sphères d'influence, la lutte pour contrôler des ressources naturelles qui sont stratégiquement importantes (en premier lieu le pétrole et le gaz naturel) rend aussi les disputes à l'intérieur de l'Union européenne de plus en plus aiguës. L'Allemagne et la France, qui en constituent l'axe central, espèrent unifier politiquement l'Europe afin d'en faire un partenaire indépendant des Etats-Unis qui soit aussi capable, au niveau militaire, d'assurer ses propres intérêts. La Grande-Bretagne vacille entre un partenariat avec les Etats-Unis, dans lequel il joue le second rôle, et l'Europe. Au niveau politique, elle veut réduire, comme les Etats-Unis, l'Europe à une zone de libre échange. La plupart des petits pays membres de l'UE hésitent, chacun selon ses principales dépendances économiques et leur souhait de se soustraire à l'influence de leurs puissants voisins. Ces petits pays ne possèdent pas de grands intérêts géostratégiques à eux seuls. Pour eux, il s'agit seulement de choisir librement entre différentes dépendances. Ils ne peuvent assurer leurs ambitions internationales que sous les ailes protectrices de plus fortes puissances.

La crise de stagnation de l'impérialisme et, à cause de cela, la concurrence inter-impérialiste intensifiée, poussent les puissances dirigeantes européennes (l'Allemagne et la France) à consolider et à élargir l'Union européenne. C'est pour eux la seule manière de pouvoir exister en tant que facteur indépendant vis-à-vis l'impérialisme américain et de pouvoir élargir leur marge de manœuvre.

Les marges réduites de la répartition renforcent la lutte pour une nouvelle répartition des ressources appartenant à l'Union européenne. Plus particulièrement, l'élargissement de l'Union européenne rend insoutenable la continuation de la formule, jusqu'ici utilisée, du « compromis historique ». Sur ce fond, les décisions prises à la majorité et la concentration de processus de la prise des décisions politiques, qui s'ensuit, deviennent une question de vie ou de mort pour l'Union. La réduction de l'UE au niveau d'une zone de simple libre échange est incompatible avec les intérêts stratégiques des puissances européennes dirigeantes, l'Allemagne et la France. À cause de cela, l'Europe, c'est à dire les pays réunis au sein de l'UE, sera consolidée sous la direction commune de ces deux-là ou bien elle se décomposera dans deux blocs différents (avec la Grande-Bretagne qui dirigera le deuxième bloc). Mais les années quatre-vingt-dix ont déjà démontré qu'une zone de libre échange, dirigée par la Grande-Bretagne, en dehors d'un noyau européen dirigé par l'Allemagne et la France, est difficilement viable. Pour cette raison, la variante la plus vraisemblable est la continuation de la politique britannique de freinage à l'intérieur de l'UE. Cette politique s'appuie sur la coopération avec les Etats-Unis et sur les pays membres de l'Union qui ne veulent pas renoncer à la protection militaire des Etats-Unis.

L'unification impérialiste de l'Europe ne pourra pas, non plus, vaincre la crise de stagnation de l'impérialisme, même pas en Europe. Pas plus que l'annexion de l'Autriche et du Pays des Sudètes (partie germanophone de la Tchécoslovaquie avant la Deuxième Guerre Mondiale) en 1938 n'était en mesure de résoudre les problèmes de l'impérialisme allemand, la consolidation pacifique de l'Union européenne ne pourra mettre l'Europe à même de résoudre ses problèmes économiques et sociaux. L'unification capitaliste de l'Europe n'est même pas encore arrivée au bout et on peut déjà voir se dégager la conclusion qu'une Europe unifiée deviendra un joueur mondial, une puissance mondiale sur le terrain militaire. La raison réside dans le fait que ses bourgeoisies dirigeantes ne veulent pas qu'elle descende au niveau d'un vassal totalement dépendant de l'impérialisme américain. Sur ce point, il n'est pas exclu que l'unification impérialiste de l'Europe soit soudée sur des champs de bataille en dehors de ce même continent.

Ainsi, l'intégration de la Turquie au sein de l'UE devient une étape dans la course pour l'extension de l'influence de l'UE dans les régions pétrolières du Caucase, du Moyen-Orient et d'Asie Centrale qui, façon de parler, se trouveraient juste devant la porte d'une Union ainsi élargie. Bien que, pour l'essentiel, cet élargissement géographique en direction des régions pétrolières du sud-est sera sous peu achevé, il est clair qu'un conflit avec les Etats-Unis se dessine à l'horizon car les Etats-Unis considèrent la grande région du Golfe Persique comme étant leur sphère primordiale d'influence (cf. la doctrine de Carter). Inversement, les Etats-Unis poussent à une adhésion rapide de la Turquie à l'UE. Ils espèrent ainsi que l'Union, en étant encore insuffisamment consolidée et affermie, avalera le morceau turc de travers et qu'il en résultera une paralysie au niveau mondial.

XI. Conclusions et perspectives pour le mouvement ouvrier.

1. Le danger posé par la guerre/ le danger de guerre

Aussi pensons-nous qu'une troisième guerre mondiale atomique est improbable. Il est évident qu'une telle guerre conduirait l'humanité à sa perte. Néanmoins, cette possibilité ne peut être exclue, ni du point de vue théorique ni à long terme. Mais des guerres mondiales qui s'arrêteront devant le seuil nucléaire, pourront, en particulier dans le cadre de grands conflits régionaux, faire fonction de guerre de substitution (2) et atteindre et dépasser les horreurs de la Deuxième Guerre Mondiale. Même l'utilisation des armes nucléaires dans ces guerres régionales n'est pas unimaginable.

Cependant, un tel cours belliciste de la part des puissances impérialistes présuppose que la classe ouvrière des pays impérialistes les plus importants aurait d'abord subi une série de défaites catastrophiques comme celle de 1933 (la prise du pouvoir par les Nazis en Allemagne) ou de 1989/1990 (l'implosion de l'URSS et les Etats de l'Europe de l'Est). Les bourgeoisies européennes alliées pourraient même s'en remettre à des grandes guerres de substitution avec l'impérialisme américain, à condition bien-sûr qu'elles réussissent d'abord à unifier politiquement l'Europe, c'est-à-dire ses sociétés, et de s'armer au même niveau que les Etats-Unis, y compris au niveau des prochaines générations d'armements spatiaux. Afin de faire passer un tel projet en Europe, les bourgeoisies européennes devraient déposséder auparavant la classe ouvrière de presque tous ses acquis historiques et éliminer le mouvement ouvrier, pour des décennies, comme facteur indépendant. Ceci vaut aussi pour les Etats-Unis qui, sans un financement complaisant par crédits de la part du capital financier international et sans le maintien d'un marché de capitaux internationaux, ne pourraient continuer plus longtemps leur course aux armements. Néanmoins, le mouvement ouvrier en Europe sera la première victime d'un grand conflit inter-impérialiste. Dans ce cadre, l'impérialisme américain se verra alors aussi obligé de procéder avec énormément de violence contre sa propre classe ouvrière.

Néanmoins, les avances actuelles sur le terrain militaire de l'impérialisme américain font paraître cette perspective comme étant encore invraisemblable. Potentiellement, l'Europe qui est devenue entretemps la région la plus forte du monde au niveau économique, est capable de rattraper en quelques années ce retard technologique vis-à-vis des Etats-Unis. L'Allemagne, entre 1933 et 1939, constitue à ce niveau un exemple d'une économie capitaliste hautement développée et qui a réussi dans l'espace de quelques années à acquérir un armement sophistiqué. C'est d'autant plus le cas, lorsque la classe ouvrière n'est plus en mesure de s'opposer à une telle politique.

En ce moment, le programme actuel d'armement, mis en œuvre par les puissances européennes, c'est à dire la création d'une force internationale d'intervention, vise seulement à développer leur capacité de devenir une force indépendante d'intervention militaire de premier rang, au niveau mondial, à côté des Etats-Unis. D'abord, ce programme vise seulement des petites interventions du type « extinction de feu localisé ». La logique de ce développement, surtout le projet de créer sa propre capacité logistique, vise à pouvoir mener de façon autonome et indépendante des conflits régionaux d'une plus grande envergure. Il n'en reste pas moins que les puissances européennes, suite à leurs expériences coloniales qui ont duré plusieurs siècles, tablent, beaucoup plus que les Etats-Unis, sur l'utilisation de moyens civils pour étendre leur influence. Pour le moment, elles renoncent encore aux énormes projets d'armement. Les buts définis à court terme sont plutôt à considérer comme des étapes dans le cadre d'un projet de longue durée.

La lutte contre la guerre commence déjà aujourd'hui. Elle doit être menée comme une lutte contre la militarisation de la politique extérieure actuellement poursuivie, contre l'OTAN, l'Union de l'Europe occidentale (3), et contre l'armement européen. Elle est intimement liée au combat contre les sauvages

réductions sociales, les tentatives de diminuer les salaires, la destruction des acquis sociaux, les capitulations des syndicats et des partis réformistes de toutes sortes devant le néo-libéralisme. La lutte contre le danger de guerre ne peut être séparée du combat contre le capitalisme. Elle exige non seulement une attitude sans compromis de lutte de classe, mais aussi un refus net de toutes les conceptions de vouloir enrayer l'impérialisme américain, qui en ce moment est l'impérialisme le plus agressif, en soutenant la consolidation de l'Union européenne. Cela ne mène qu'à soutenir, sous n'importe quelle couverture idéologique (par exemple « une intervention humanitaire »), la politique néo-coloniale agressive de l'impérialisme européen. Une vraie politique de paix doit inscrire sur son drapeau la solidarité internationale de la classe ouvrière et le soutien aux combats des nations opprimées contre toute intervention impérialiste.

2. Approfondissement de la lutte de classe

L'aiguïsement des contradictions inter-impérialistes et l'aggravation dans les pays impérialistes eux-mêmes de la lutte de classe qui l'accompagne, renvoient toute tentative de revivifier les stratégies réformistes classiques au monde illusoire de l'Utopie.

Après avoir testé la politique néo-libérale dans le Tiers-monde, les bourgeoisies des métropoles impérialistes ont résilié, sans appel, en utilisant les slogans de globalisation et néo-libéralisme, les compromis de classe conclus dans leurs propres pays dans la période qui suivit la Deuxième Guerre Mondiale. Cette résilience est aussi le résultat de la politique néo-coloniale des dernières décennies. Du point de vue impérialiste, il devient maintenant de plus en plus nécessaire de tenir les masses appauvries d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine en échec. Du point de vue des impérialismes, la lutte pour conquérir de nouvelles parts du marché mondial et la défense de celles déjà conquises ne pourra pas être couronnée de succès sans mener une politique qui vise à l'appauvrissement de larges couches de la classe ouvrière dans les pays riches. Cela exige la destruction des réseaux de la sécurité sociale, le maintien d'une armée de réserve industrielle permanente et même la création de secteurs marginalisés de la classe ouvrière. Ainsi, le Tiers Monde est introduit au sein des métropoles impérialistes mêmes.

La question qui se pose est de savoir si, à la longue, la classe ouvrière sera en mesure de se défendre victorieusement contre l'offensive des bourgeoisies et si elle pourra mettre en œuvre sa solution de la crise, c'est à dire l'abolition du capitalisme.

En fin de compte, les revers considérables qu'a subis le mouvement ouvrier international depuis les années quatre-vingt-dix sont en grande partie une combinaison des conséquences idéologiques de la longue période d'expansion l'économie impérialiste d'après-guerre et de celles provoquées par l'implosion de l'Union Soviétique. En conséquence, de très larges couches de la classe ouvrière croient que leur situation sociale pourra être durablement assurée dans le cadre du capitalisme, si ce n'est qu'elle pourra même être continuellement améliorée. L'implosion des Etats ouvriers a même renforcé davantage les illusions dans le capitalisme. Confronté à sa propre stagnation économique, on ne voyait, dans l'est du continent européen, que l'expansion économique de l'impérialisme et non la stagnation qui se profilait déjà à l'horizon. À cela, il faut ajouter l'absence apparente d'alternative vis-à-vis au capitalisme. Tout cela a conduit à une désorientation et démoralisation profondes du mouvement ouvrier.

En Europe, après les années 1989/1990, cela aura pris plus de dix ans avant que la classe ouvrière, à partir de 2003, développe de nouveau la force nécessaire pour pouvoir lancer les premières grandes mobilisations de masse. Une circonstance dont la portée ne peut être sous-estimée, d'autant plus, si on y réfléchit, que les syndicats et les partis politiques traditionnels du mouvement ouvrier, ainsi que les Verts, se sont, presque en rangs serrés, subordonnés aux contraintes du capitalisme (« les réalités économiques »).

Néanmoins, l'offensive persistante de la bourgeoisie contre les acquis de la classe ouvrière pousse celle-ci à réagir contre la lutte de classe qui lui est imposé d'en haut. Même des couches du prolétariat, qui n'ont aucun but socialiste, sont obligées, ne fut ce que pour seulement défendre leur propre statu quo social, de s'engager dans les luttes. Cette participation aux actions de résistance permet à ces couches de faire de nouvelles expériences et de se faire de nouvelles opinions. Confronté ainsi aux marges de la distribution de la richesse produite qui se rétrécissent, le conservatisme prolétarien des couches supérieures de la classe ouvrière, qui est fortement répandu, peut devenir un point de départ pour de nouveaux combats de classe.

3. La nécessité d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Le développement des combats futurs de classe dépendra de la mesure dans laquelle la classe ouvrière réussira, au cours de ses combats, non seulement à se défaire de ses illusions dans les possibilités de réforme du système capitaliste mais aussi de se mettre en mouvement, indépendamment de la bourgeoisie et de ses idéologues et de s'organiser aussi bien au niveau national qu'international. En outre, elle devra réussir à créer un nouveau parti révolutionnaire et marxiste qui sera capable d'impulser la lutte de classe et prendre les devants dans les syndicats et les mouvements politiques. Ce nouveau parti est nécessaire parce que, jusqu'à présent, tous les courants historiques du mouvement ouvrier ont échoué devant cette tâche.

À partir de 1914 la social-démocratie a trahi ouvertement ses anciens principes socialistes et est passé du côté de l'ordre bourgeois. Les partis communistes furent stalinisés au milieu des années 20 et se soumièrent d'abord inconditionnellement à la bureaucratie soviétique. D'autres partis communistes faisaient la même chose mais alors vis-à-vis du Parti Communiste chinois voire le PC albanais (officiellement Parti du travail).

En fin de compte, le mouvement trotskyste a échoué devant le fait que l'impérialisme et le stalinisme ont eu la capacité de pouvoir se stabiliser durant plusieurs décennies suivant la Deuxième Guerre Mondiale. Cette situation devait mener à l'isolement de tous les mouvements révolutionnaires. Dès lors, il était inévitable que des tendances sectaires ainsi qu'opportunistes commencent à se développer. Il en a résulté des scissions et même l'éclatement du mouvement trotskyste. Tout de même, la vitalité du celui-ci est surprenante. Elle est le résultat du caractère progressiste des traditions programmatiques que le mouvement trotskyste, en dépit de ses faiblesses, a continué à défendre. Néanmoins, l'héritage politique du mouvement trotskyste, y compris celui des dernières décennies, est indispensable pour un nouveau départ. Sans l'incorporation d'une grande partie du mouvement trotskyste actuel et sans renouer avec les traditions politiques sur lesquelles celui-ci fut construit, la création de nouveaux partis révolutionnaires et de la nouvelle Internationale révolutionnaire ne pourra être accomplie.

XII. L'impérialisme et le caractère de l'époque

Selon Marx, le rôle progressif du capitalisme prenait fin au moment où le marché mondial fut créé sur la base d'une division mondiale du travail et avec la création d'une nouvelle classe mondiale, la classe ouvrière.

Avec l'entrée de la société capitaliste dans l'époque de l'impérialisme, le capitalisme était globalement mûr pour la révolution sociale. L'époque de son déclin avait commencé. C'est pour cette raison que Lénine caractérisait l'impérialisme comme étant le stade supérieur et ultime du capitalisme.

Pour les marxistes, cela n'a jamais signifié que dans le cadre de cette phase de déclin une croissance, y compris de dimension sans précédent, ne pouvait se produire au niveau de certaines branches économiques, de certains pays et régions. Une telle croissance devait néanmoins se faire aux dépens de la croissance dans d'autres branches de l'économie ou d'autres pays. Elle devait aussi donner naissance aux nouveaux potentiels destructeurs. En 1928, Trotsky déclarait qu'à la suite de grandes défaites catastrophiques qu'avait subies la classe ouvrière internationale et après une nouvelle guerre mondiale, il n'était pas exclu qu'il pût y avoir une nouvelle période de développement capitaliste généralisée des pays dirigeants et les plus puissants.

Comme nous pouvons le constater aujourd'hui, le caractère révolutionnaire de l'époque impérialiste s'est exprimé, même durant la période d'expansion économique qui avait suivi la Deuxième Guerre Mondiale, dans le fait que le système impérialiste développe des contradictions de plus en plus explosives, que ses tendances destructives s'accroissent et que sa croissance ultérieure ne pourra se faire qu'aux frais de la classe ouvrière, y compris avec le sacrifice insensé de la majorité de la population mondiale et la mise en danger des bases naturelles de l'existence de l'humanité.

Le caractère révolutionnaire de l'époque ne consiste pas en se qu'elle permet de faire la révolution (c'est à dire de s'emparer du pouvoir) à chaque instant. Il est constitué par des oscillations brusques et amples : on passe d'une situation directement révolutionnaire où le parti communiste peut prétendre de s'emparer du pouvoir, à la victoire de la contre-révolution fasciste ou semi-fasciste, de cette dernière à un régime provisoire du juste milieu... pour que de nouveau les contradictions deviennent tranchantes

comme un rasoir et que se pose à nouveau la question du pouvoir. (Trotsky, Critique du projet de Programme de l'I.C., 1928, p. 281, Œuvres, vol. 1, 2^e série)

En outre, les changements soudains et à court terme de la situation politique ne sont pas occasionnés par des changements fondamentaux au niveau économique. Souvent, ils trouvent leur origine dans des phénomènes de la superstructure qui sont purement politiques et idéologiques. Dans la phase de la crise de stagnation, les contradictions commencent à s'aggraver et on voit les secousses sociales et les changements politiques se multiplier. La société devient instable. C'est précisément pour cette raison que toute politique révolutionnaire nécessite une conception stratégique claire et une compréhension correcte du caractère de l'époque et des tâches qui en découlent.

XIII. Le facteur subjectif à l'époque du déclin du capitalisme

Contrairement aux légendes révisionnistes, la classe ouvrière internationale, à cause de la place qu'elle occupe dans la société, est destinée de devenir le fossoyeur du capitalisme. Prise dans son ensemble, elle n'est à aucun moment consciente de cette vocation.

Marx et Engels espéraient que l'époque de la révolution sociale qui commençait avec la création d'un marché mondial mènerait rapidement à l'abolition du capitalisme. Ils avaient, néanmoins, écrit correctement dans le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848, que l'unification grandissante de la classe ouvrière et sa prise de conscience n'était pas un processus rectiligne, mais que ce développement est aussi lié à des contrecoups :

Cette organisation des prolétaires en classe et, par suite, en parti politique, est à tout instant brisée à nouveau par la concurrence entre eux. Mais elle renaît sans cesse plus forte, plus solide, plus puissante. (p. 72-73, ed. Alfred Costes, 1934)

Cependant, l'espoir ultérieur d'Engels qu'un parti révolutionnaire fort et sur lequel on pouvait compter avait déjà été créé, s'est avéré être une illusion. Des partis ne peuvent se développer en dehors de la société de classe et de la lutte des classes. Ils peuvent, comme nous avons été maintes fois obligés de constater, faillir, échouer et dégénérer. Des partis marxistes et révolutionnaires peuvent, évidemment, naître de nouveau et devenir au cours de la lutte des classes des partis prolétariens de masse. Ceci reste le but principal d'une politique communiste.

Néanmoins, cette tâche ne pourra être réalisée qu'à condition que les communistes accomplissent leur tâche fondamentale, c'est à dire de représenter les intérêts du mouvement ouvrier dans son ensemble à l'intérieur des mobilisations et des mouvements de masse de la classe ouvrière internationale et cela en tant que la fraction la plus décidée de ces mouvements et la plus active pour faire avancer les mobilisations. Autrement dit :

La tâche stratégique de la prochaine période —période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation- consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). (Trotsky, Programme de transition, ed. Selio, p. 16)

Pour cette raison, la politique marxiste-révolutionnaire n'est pas une tâche du futur. Elle est d'ores et déjà possible et nécessaire.

Les idéologues actuels de la social-démocratie promettent de mettre en pratique des améliorations réalistes. Ils préfèrent qu'on ne leur rappelle pas que le but du socialisme est l'abolition du capitalisme. Les réformistes d'aujourd'hui, réformateurs bourgeois et modernisateurs du capitalisme, dénoncent les marxistes comme étant des sectaires naïfs. La différence entre eux et les marxistes-révolutionnaires ne se trouve pas dans le fait que d'un côté les marxistes-révolutionnaires, ici et aujourd'hui et dans toutes les circonstances, pensent pouvoir résoudre tous les problèmes par une révolution socialiste à déclencher sans tarder et que les réformistes, de l'autre côté, font tout ce qu'il est possible d'accomplir dans les circonstances actuelles. Non, la différence entre eux se situe dans le fait que les stratèges de la réforme ont renoncé à faire du changement fondamental des rapports de forces entre les différentes classes sociales l'axe central de leur politique et qu'ils se contentent de mener une politique dans le cadre actuel des rapports de forces sociales en place.

Il faut aussi se souvenir que dans l'intérêt de la coexistence entre les systèmes différents, qui fut promu

par le Parti Communiste de l'URSS, les partis communistes des pays capitalistes se sont soumis pendant des décennies sans broncher aux rapports de forces entre les différentes classes de leurs pays respectifs. Dans la pratique, ils ne se sont nullement distingués des réformateurs bourgeois et sociaux-démocrates et étaient devenus un point d'appui pour l'ordre bourgeois, tel que le Parti Communiste français en mai 1968. Du point de vue des staliniens, la révolution technologique avait enlevé la révolution sociale de l'ordre du jour. C'est pourquoi, dans les années quatre-vingts, en République Fédérale (ancienne l'Allemagne de l'Ouest), les Verts dépassaient largement les staliniens locaux à gauche. Ces derniers ne se distinguaient de la social-démocratie que par le fait qu'ils continuaient à se référer au socialisme comme but final.

Aujourd'hui, les réformateurs de toutes sortes de plumage remplacent le socialisme comme but final par un long catalogue de considérants sociaux qui sont mêlés sans aucune distinction. Non seulement ils ont été couchés sur le papier sans aucun lien réel avec les rapports de forces entre classes sociales mais aussi sans aucune intention sérieuse de les réaliser. En conséquence, ces démagogues de la réforme ne se font aucune idée de la manière dont ils se pourront faire des alliés, à l'intérieur comme à l'extérieur des parlements, avec lesquels ils pourraient réaliser ces profondes réformes que, soi-disant, ils désirent tellement. Il n'y a même pas l'esquisse d'une stratégie qui viserait un changement dans les rapports de force entre les classes. Lors de la présentation de listes électorales, le programme politique se réduit pour eux au rôle de vœux pieux. Ils vendent de la démagogie sociale comme s'il s'agissait d'une utopie socialiste concrète. En outre, ils ont l'habitude d'ignorer les combats réels de défense contre l'offensive non moins réelle de la part de la bourgeoisie et ils gardent le silence sur la manière dont on pourra, au moins, se défendre contre ces attaques directes. Ainsi les programmes de réformes prennent un caractère d'indulgence (comme à l'époque de la Renaissance) pour les victimes de la politique néo-libérale. Là, où les réformateurs, fixés sur le parlementarisme, promettent à leurs électeurs et électrices d'être le porte-parole des mouvements sociaux et monnaient leur représentation au parlement pour une influence réelle, ils terminent comme complices du néo-libéralisme et s'opposent aux mouvements de protestation sociale.

Une politique marxiste-révolutionnaire exige la participation à la résistance contre la politique de pillage sociale et à son approfondissement. Cela nécessite une politique de lutte extra-parlementaire pour pouvoir changer les rapports de forces. En même temps, dans la phase de stagnation impérialiste, c'est le seul chemin réaliste sur lequel on pourra, au moins temporairement, réaliser des réformes partielles. Cela ne pourra se faire sans analyse impitoyable et réaliste des relations sociales. Les rapports de force sociaux ne pourront être changés en faveur de classe ouvrière qu'au moyen d'une lutte décidée et avec une compréhension des conditions dans lesquelles la lutte de classe peut se développer. Cela constitue en même temps la voie par laquelle la construction du parti révolutionnaire et la véritable préparation à la révolution sociale pourront se réaliser.

XIV. Les difficultés que la gauche rencontre avec le caractère de l'époque

Actuellement, une politique marxiste doit aussi bien tenir compte de la circonstance qu'en vue de la solution de la plupart des problèmes sociaux, il n'y a pas d'autre issue que celle que représente la révolution sociale. Même si cela paraît pour la masse de la classe ouvrière internationale comme étant une utopie fort éloignée et totalement irréaliste. Un parti ouvrier marxiste doit donc, chaque fois de nouveau, expliquer patiemment la nécessité du socialisme et prouver dans la pratique qu'il est mieux à même que quiconque de réagir vis-à-vis des changements abrupts dans la situation politique et qu'il est le seul à posséder des concepts vraiment réalistes pour le développement de la lutte de mouvement des masses qui se trouve constamment sous la pression de l'offensive de la bourgeoisie. Dans ce but, une conception transitoire est indispensable.

1. Le concept de la révolution imminente

Lorsqu'on utilise ce concept, le schématisme doit être évité comme la peste. On est bien obligé de constater que, par le passé, cela ne c'est passé que très ponctuellement. Bien sûr, cela était lié au développement social qui confrontait les concepts révolutionnaires à des obstacles objectifs. Tous les courants de gauche avaient des problèmes à comprendre les caractéristiques du capitalisme du Troisième Âge au niveau subjectif.

La période impérialiste d'après-guerre a été longtemps socialement stable. Elle était même tellement stable que l'existence même de la classe ouvrière fut niée. Cette négation fut envoyée aux oubliettes

après la grève générale de 1968 en France, qui suivit la première vague de « grèves sauvages » qui avait eu lieu en Allemagne de l'Ouest dans la période 1967/1969 et qui fut suivie de la grève générale rampante en Italie dans les années 1968/1969. La période de stabilité capitaliste devait engendrer le déclin de la conscience de classe du prolétariat et marginaliser obligatoirement les forces révolutionnaires dans les pays impérialistes. Elle allait conduire ces forces dans une crise profonde et à une dégénérescence théorico-conceptuelle qui prenaient des envergures différentes. Néanmoins, la transition vers une nouvelle période de stagnation n'a pas conduit, partout et incessamment, à mettre les masses en mouvement et n'a pas non plus permis à ce qu'elles se radicalisent rapidement. Cela ne fut pas non plus le cas dans la période de stagnation entre les deux guerres mondiales. Un développement linéaire de la lutte de classe n'existe pas.

Les forces qui étaient subjectivement révolutionnaires n'ont pas réussi jusqu'à présent à dépasser les tares, les faiblesses et les symptômes de dégénérescence qu'elles avaient développés pendant la période du boom économique de l'impérialisme.

Dans la période d'après mai 68, une grande partie des organisations, qui avait été créées ou qui s'étaient renouvelées, se sont transformées involontairement, mais chacune selon ses propres capacités, dans des caricatures telles que les critiques réformistes du marxisme révolutionnaire aiment brosser du communisme.

Les espoirs liés au mai 68 de France, à la résistance victorieuse contre l'impérialisme américain au Vietnam, au Printemps de Prague, à la Révolution Culturelle en Chine et à la révolution cubaine devenaient le point de départ pour l'émergence de grands espoirs que la révolution sociale en Europe Occidentale et des soulèvements socialistes et anti-staliniens en Europe de l'Est étaient à portée de main.

Ces attentes de la fin des temps favorisaient, non seulement chez les partisans de Castro, de Guevara et chez les maoïstes, mais aussi chez une partie considérable du mouvement trotskyste, qui aurait dû savoir mieux compte tenu de ses traditions programmatiques, l'émergence du sectarisme et une rechute dans différentes maladies infantiles du communisme. Dans les métropoles impérialistes, les processus de radicalisation politique inégaux et non-simultanés, qui avaient leurs centres de gravité dans les universités et les écoles, favorisaient la formation de sectes hyper-activistes dont les fondements, voire la raison d'être, était l'idée de la révolution imminente. En même temps, les traits de caractère politique de l'époque impérialiste dans sa phase de stagnation ne furent pas compris. À sa place, la stratégie politique des organisations d'extrême gauche se revêtit d'un caractère maximaliste.

La plupart des organisations d'extrême gauche entrèrent en crise lorsqu'il devint clair que la révolution sociale ne pourrait se développer d'un seul assaut jusqu'à la victoire, mais au cours d'un processus dans lequel pouvaient aussi se produire, à côté de succès et de victoires, des revers et des défaites. À cela, il faut ajouter le fait, qu'en dépit des symptômes de crise, le système impérialiste s'est avéré être plus stable que ces organisations ne le croyaient. Certaines organisations ont tout simplement disparu. Beaucoup d'anciens membres de ces organisations sont devenus des membres des Verts néo-réformistes ou sont retournés au sein de la social-démocratie.

2. À propos de la discussion post-1990 sur le caractère de l'époque — les néo-réformistes disent adieu au socialisme

L'implosion des Etats ouvriers a été le plus grand revers qu'a subi la classe ouvrière depuis la révolution d'Octobre. Même si toutes les grandes défaites de la classe ouvrière conduisent à la démoralisation et la désorientation de larges couches de la classe ouvrière, nous avons pu constater que maintenant beaucoup d'anciens militants et anciennes militantes de gauche avaient acquis l'impression qu'il n'y avait plus d'alternative face au capitalisme.

Les idéologues de l'impérialisme proclamaient la fin de l'Histoire. D'autres idéologues, comme les fondateurs d'ATTAC, annonçaient qu'il s'agissait maintenant de faire de sorte que la globalisation du capitalisme se déroule de façon sociale et juste. En conséquence, les néo-réformistes ne veulent plus entendre parler de révolution sociale. Ils se limitent, comme les socialistes utopiques, à diriger des appels de masse à ceux qui sont au pouvoir pour que ceux-ci fassent le nécessaire pour que la répartition des richesses dans le capitalisme soit plus juste.

Puisque les marges entre les classes fondamentales de la société capitaliste, qui se trouve dans la phase de stagnation de l'impérialisme, pour une répartition plus juste deviennent de plus en plus étroites, cette politique, qui ignore que chaque forme socio-économique d'une société vient à l'existence au courant de l'Histoire, se développe, connaît son déclin et doit finalement disparaître, est vouée à l'échec. Il n'y a rien de plus irréaliste qu'une politique qui se base sur la mise en pratique d'une série de réformes sociales à travers un travail assidu dans les parlements. C'est pour cette raison que les réformistes terminent d'habitude comme démagogues sociaux du néo-libéralisme.

D'autres encore affirment qu'avec l'implosion du « camp socialiste » il s'est produit une « rupture entre les époques ». À la base de cette thèse, se trouve une compréhension totalement fautive des bases du concept marxiste concernant les époques. Ce concept se rapporte sur le développement même des formations socio-économiques et non sur des faits politiques singuliers, auxquels les écrivains officiels de l'Histoire raccrochent les changements d'époques.

Après 1917, l'impérialisme continuait à être le système dominant au niveau mondial. Tout aussi peu que la révolution française de 1789 marqua le début du développement capitaliste dans le cadre national, pour ne pas parler du niveau international, tout aussi peu la révolution d'Octobre marqua-t-elle la fin de l'époque impérialiste. Elle constituait tout au plus un tout premier pas dans la voie d'une époque post-capitaliste. La victoire d'Octobre a fourni la preuve que, dans la mesure où le capitalisme, qui était déjà « globalisé » à cette époque, avait déjà entamé sa phase de déclin ou, en d'autres termes, que l'époque de sa disparition avait commencé. Nous sommes d'accord avec Rosa Luxemburg, qui insistait sur le fait qu'au niveau de l'Histoire, il ne peut y avoir des « révolutions prématurées ». Qu'à l'époque, la révolution fut vaincue dans une série d'autres pays, n'est pas en contradiction avec cette analyse.

L'implosion de l'Etat ouvrier, plus de 70 ans après sa fondation, ne constitue pas la preuve que l'organisation d'Octobre fut préparée trop tôt et qu'il s'agissait donc d'une erreur. Le développement de l'URSS a plutôt démontré que la révolution fut capable, comme dans les pays impérialistes, de développer des technologies de pointe (ex. la technique spatiale) et d'industrialiser le pays. Au contraire, cette implosion a détruit les résultats d'un développement progressiste qui a duré 70 années et cela en dépit des déformations bureaucratiques. Elle a transformé la Russie post-stalinienne dans un hospice pour pauvres avec une structure sociale et de classe presque semi-coloniale. Ainsi, cette implosion a conduit, dans une grande partie de l'ex-Union Soviétique, à un blocage du développement et non pas à un nouvel âge d'or du développement social ni à une victoire sur la crise de stagnation de l'impérialisme mondial. Si l'implosion a prouvé quoi que ce soit, c'est bien la justesse de la vieille thèse léniniste selon laquelle la condition pour assurer la survie de la révolution sociale est son internationalisation et qu'il ne peut y avoir une co-existence durable entre l'impérialisme et le socialisme.

Les porte-paroles de la thèse qui préconise la rupture entre époques sont en réalité prisonniers d'une vision du monde, qui doit être considérée comme étant une progression du concept de la théorie du socialisme dans un seul pays. Cette « théorie » régnait sans partage dans les pays dominés par le stalinisme jusqu'en 1990/1991 et représentait une continuation d'une théorie de deux mondes ou en d'autres mots d'une théorie qui partait d'un concept dans lequel il partait de la prémisse d'une concurrence entre systèmes, qui devaient être considérés comme étant deux camps opposés et indépendants l'un de l'autre. Dans ce dernier concept la question de la suprématie de l'un ou de l'autre système était relié soit à sa chute soit à sa survie.

Ses partisans tirent de l'implosion de l'URSS et les autres Etats ouvriers non seulement la conclusion que le capitalisme a été victorieux pour la période dans l'Histoire qui se limite à l'époque du déclin de la formation sociale du capitalisme (qui est en même temps l'époque de la transition vers une formation sociale du socialisme) mais aussi que celui-ci a fourni la preuve de sa vitalité et de sa capacité à assurer encore un développement progressif au niveau social. En effet, l'implosion de l'URSS a seulement prouvé la banqueroute politique et théorique du stalinisme.

Par rapport aux caractéristiques qui sont (faussement) attribuées au capitalisme moderne, ces théoriciens nous livrent surtout la preuve qu'ils ne disposent d'aucune analyse, même approximative, des contradictions du capitalisme. Ils considèrent comme absurde « toute nouvelle tentative pour instaurer le socialisme » maintenant. C'est pour cette raison qu'ils préfèrent laisser cette tentative aux des générations futures. Entre-temps, puisque le socialisme n'est pas à l'ordre du jour, ils se limitent à une politique de réformes et prêchent la nécessité d'un progrès démocratique. Ce progrès serait obtenu par

la diminution de l'influence des monopoles capitalistes à l'intérieur de l'Etat bourgeois. Il ne leur est même pas nécessaire d'abandonner leur profession de foi socialiste. D'ailleurs, cette profession ne les oblige presque à rien. C'est la raison pour laquelle, à l'intérieur des mêmes organisations, tellement de vieux staliniens peuvent vivre en paix à côté des modernisateurs du capitalisme.

En France, des tronçons du mouvement trotskyste présentent une autre variante de la tentative d'analyser la défaite historique de la classe ouvrière. Cette analyse consiste dans la surestimation des conséquences des défaites de 1989-1991 de telle manière que le point de départ pour leur politique n'est plus, comme avant 1990, une période avec révolution tout juste au coin de la rue, mais d'une période calme de longue durée dans la lutte de classes. De là, ils concluent que pour la classe ouvrière il s'agit maintenant de défendre, en première ligne, la démocratie face à l'offensive néo-libérale, et même de défendre les institutions nationales, républicaines et démocratiques contre les décisions anti-démocratiques de Bruxelles, qui sont prises par l'Union européenne.

Ainsi, ils en viennent à défendre, de fait, la nécessité d'une nouvelle étape intermédiaire dans la lutte de classe et la perspective transitoire est remplacée par un programme minimum et/ou maximaliste. À la classe ouvrière des métropoles impérialistes, il est conseillé de se limiter, une fois de plus, aux tâches historiques de la révolution démocratique bourgeoise, tâches qui furent déjà résolues par le capitalisme lors de l'étape pré-impérialiste de la formation sociale capitaliste. La confusion théorique-conceptuelle ne peut pas être plus profonde.

Que le dynamitage des libertés démocratiques à l'époque de l'impérialisme exige une défense énergique de celles-ci par la classe ouvrière ne justifie pas pour autant un combat pour une démocratie bourgeoise idéale. Même si ce combat intéresse particulièrement les couches moyennes, il est tout de même illusoire d'espérer que des secteurs significatifs de la bourgeoisie pourraient se convertir à une véritable démocratie. La classe dirigeante restreint les libertés démocratiques pour pouvoir mener, sans entraves, la lutte de classe par en haut. C'est bien la raison pour laquelle la lutte pour la défense des droits et des libertés démocratiques doit être combinée avec la lutte pour des perspectives socialistes. Des politiques offensives et défensives ne sont pas des étapes de développements séparés à l'époque impérialisme mais des problèmes de tactique conjoncturelle.

Notes

1. Ces thèses furent adoptées en janvier 2006 lors de la conférence d'unification du Cercle de travail pour une théorie et une politique marxiste (de Berlin) et Initiative Marxiste (de Munich).
2. Un exemple d'une guerre de substitution et celle menée en 1980 par Saddam Hussein contre l'Iran. Les Etats-Unis qui ne pouvaient pas directement mener une guerre contre l'Iran ont encouragé et armé l'Irak à partir de 1978 comme garant de l'ordre impérialiste.
3. L'Union de l'Europe occidentale est une (UEO en anglais WEU) est une organisation européenne de défense et de sécurité, actuellement en sommeil, composée d'États membres de l'OTAN et de l'Union européenne : c'est à dire de la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Belgique, Le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal (depuis 1990), l'Espagne (depuis 1990) et la Grèce (depuis 1995). Ce traité de coopération militaire (intégration collective de défense et de sécurité) a été signé le 23 octobre 1957. C'était une réactivation directe du Traité de Bruxelles du 17 mars 1948, qui faisait suite à l'échec de la Communauté européenne de défense. Cette Communauté européenne de défense ou CED était un projet d'organisation qui prévoyait la création d'une armée européenne avec des institutions supranationales. Elle était une initiative française. L'idée, suggérée par Jean Monet, était de créer une armée européenne comprenant des contingents allemands et ce, à moins de cinq ans de la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Aujourd'hui, la plupart des fonctions de l'UEO sont en voie d'être transférées à l'Union européenne. L'Assemblée de l'UEO est composée des délégations des États membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Incertaine du maintien de son existence future avec la disparition de l'UEO, elle a fait pression pour être reconnue comme l'«Assemblée européenne de la sécurité et défense».